

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, chargé des Classes moyennes, Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Régie des Bâtiments est chargée de mettre les bâtiments est chargée de mettre les bâtiments nécessaires au logement des services du Centre fédéral d'Expertise des Soins de Santé à la disposition de celui-ci.

Art. 2. Le loyer, les coûts et les charges liés à cette location, ainsi que les coûts liés aux contrats d'entreprise qui sont réalisés pour le Centre fédéral d'Expertise des Soins de Santé, seront pris en charge par celui-ci.

Art. 3. La Régie des Bâtiments conclut avec le Centre fédéral d'Expertise des Soins de Santé une convention précisant les modalités d'exécution de la coopération et déterminant une indemnité de prestations de services au profit de la Régie des Bâtiments pour les prestations des services effectués par celle-ci.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, chargé des Classes moyennes, Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre des Affaires sociales, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 9 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises
et Participations publiques, chargé des Classes moyennes,
R. DAEMS

Le Ministre de la Santé publique,
J. TAVERNIER

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 december 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, belast met Middenstand, Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Regie der Gebouwen wordt ermee belast de gebouwen die noodzakelijk zijn voor de huisvesting van de diensten van het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg ter beschikking te stellen van deze laatste.

Art. 2. De huurprijs, de aan de inhuring verbonden kosten en lasten evenals de kosten verbonden aan de aannemingsopdrachten die ten voordele van het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg werden verricht, worden door dat laatste ten laste genomen.

Art. 3. De Regie der Gebouwen sluit met het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg een overeenkomst af die de uitvoeringsmodaliteiten van de samenwerking nader bepaalt en die een dienstverleningsvergoeding bepaalt ten voordele van de Regie der Gebouwen voor de door haar geleverde prestaties.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, belast met Middenstand, Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven
en Participaties, belast met Middenstand,
R. DAEMS

De Minister van Volksgezondheid,
J. TAVERNIER

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1445

[C — 2003/29191]

27 FEVRIER 2003. — Décret modifiant les dispositions relatives aux études du secteur des sciences de la santé dans le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques et dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 11, § 1^{er}, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, les mots « à l'exception des études en science dentaire » sont supprimés dans chacun des alinéas.

Art. 2. Les §§ 7 et 8 de l'article 11 du décret du 5 septembre 1994 précité sont abrogés.

Art. 3. L'article 14, § 2bis, du décret du 5 septembre 1994 précité est remplacé par :

« § 2bis. Ont seuls accès aux études de troisième cycle du secteur des sciences de la santé pour lesquelles, en vertu d'une législation fédérale, il existe une limitation du nombre de candidats ayant accès aux titres professionnels particuliers, les étudiants qui satisfont au § 1^{er} et qui sont titulaires d'une attestation spéciale.

Cette attestation spéciale est délivrée, lors de la demande d'admission, par une Commission interuniversitaire composée d'un nombre égal de membres issus des jurys des différentes institutions universitaires conférant le grade académique de troisième cycle visé. Elle n'est valable que pour les études pour lesquelles la demande d'admission est introduite et pour l'année académique de sa délivrance.

Pour la délivrance de ces attestations, les Commissions doivent respecter les règles et les conditions fixées par la législation fédérale en application des mesures de planification de l'offre des professions des soins de santé, ainsi que les autres conditions d'accès aux stages requis afin d'obtenir les titres professionnels particuliers. Chaque Commission sélectionne les candidats sur base d'un classement résultant pour moitié des résultats académiques de toutes les années d'études de second cycle, pour un quart des résultats particuliers des enseignements de second cycle directement liés au grade académique de troisième cycle visé et pour un quart d'une évaluation par la Commission des capacités et motivations spécifiques de l'étudiant pour briguer le titre professionnel particulier. Les règles de fonctionnement de chaque Commission précisent les modalités de ce classement.

Le Gouvernement fixe, sur avis collégial des recteurs des institutions concernées, les règles de fonctionnement des Commissions interuniversitaires. »

Art. 4. Les articles 14*bis* à 14*terdecies* du décret du 5 septembre 1994 précité sont abrogés.

CHAPITRE II. — *Financement des institutions universitaires et dispositions liées*

Art. 5. Dans l'article 27, § 7, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les alinéas 6° et 9° sont abrogés.

Art. 6. L'article 16, alinéa 2, 2°, du décret du 5 septembre 1994 précité, est remplacé par :

« 2° lorsque cet étudiant est visé à l'article 27, § 4 ou § 7, à l'exception du 10°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires; ».

CHAPITRE III. — *Délivrance d'attestations*

Art. 7. Dans le décret du 5 septembre 1994 précité, il est inséré un article 29*bis* rédigé comme suit :

« Art. 29*bis*. Lorsque, en vertu d'une législation fédérale, il existe une limitation du nombre de diplômés de deuxième cycle du secteur des sciences de la santé ayant accès directement à certaines professions, les attestations sont délivrées, pour chaque grade académique de deuxième cycle concerné, par un jury interuniversitaire composé d'un nombre égal de membres issus des jurys des différentes institutions universitaires conférant ce grade académique.

Pour la délivrance de ces attestations, le jury interuniversitaire sélectionne les candidats sur base d'un classement résultant pour trois quarts des résultats académiques de toutes les années d'études de second cycle et pour un quart d'une évaluation par le jury des capacités et motivations spécifiques de l'étudiant pour exercer la profession. Les règles de fonctionnement du jury précisent les modalités de ce classement.

Le Gouvernement arrête la composition et l'organisation de ces jurys interuniversitaires. »

Art. 8. Dans le décret du 5 septembre 1994 précité, il est inséré un article 29*ter* rédigé comme suit :

« Art. 29*ter*. Chaque année avant le 31 décembre, le Conseil interuniversitaire de la Communauté française remet au ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions un rapport sur l'organisation des études du secteur des sciences de la santé.

Ce rapport mentionne et commente notamment les statistiques d'inscription et de réussite pour chaque année d'études, ainsi que celles concernant les demandes et attestations délivrées en vertu des articles 14, § 2*bis*, et 29*bis*.

Il intègre également les résultats issus des travaux de la commission de planification de l'offre médicale.

Ce rapport est déposé devant le Parlement de la Communauté française dans le mois de sa réception par le Gouvernement. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 9. Le présent décret produit ses effets pour l'année académique 2003-2004, à l'exception de l'article 4 qui produit ses effets dès l'année académique 2002-2003.

Le 1^{er} rapport visé à l'article 29*ter* du décret du 5 septembre 1994 tel que modifié par le présent décret est déposé au Parlement de la Communauté française au plus tard le 30 septembre 2003.

S'il échet, le gouvernement peut suspendre l'application du présent décret. L'arrêté suspensif doit être validé par le Parlement de la Communauté française dans le mois qui suit. Le gouvernement arrête les mesures permettant de sauvegarder les intérêts des parties concernées durant la période de suspension du décret.

Art. 10. Pour les années 2004 à 2007, les Commissions d'admission interuniversitaires accordent en priorité les attestations spéciales, successivement, aux porteurs d'une attestation d'avis favorable délivrée à l'issue des études du premier cycle en sciences médicales conformément aux anciennes dispositions de l'article 14*sexies* du décret du 5 septembre 1994 précité, puis aux étudiants admis aux études de deuxième cycle en vertu des dispositions de l'article 14*septies* du même décret, puis aux autres candidats.

Pour les années 2004 à 2006, les Commissions d'admission interuniversitaires accordent en priorité les attestations spéciales, successivement, aux porteurs d'une attestation d'avis favorable délivrée à l'issue des études du premier cycle en science dentaire conformément aux anciennes dispositions de l'article 14^{undecies} du décret du 5 septembre 1994 précité et aux porteurs d'une attestation d'avis favorable délivrée à l'issue des études du premier cycle en sciences médicales conformément aux anciennes dispositions de l'article 14^{sexies} du même décret, puis aux autres candidats.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
Mme R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 361-1. — Amendements de commission, n° 361-2. — Rapport, n° 361-3. — Amendements de séance, n° 361-4.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 18 février 2003. — Adoption. Séance du 19 février 2003.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1445

[C — 2003/29191]

27 FEBRUARI 2003. — Decreet tot wijziging van de bepalingen aangaande de studies van de sector van de gezondheidswetenschappen in het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden en in de wet van 27 juli 1971 op de financiering van en het toezicht op de universitaire instellingen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. In artikel 11, § 1, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, worden in elk lid de woorden « met uitzondering van de studies in de tandheelkunde » geschrapt.

Art. 2. §§ 7 en 8 van artikel 11 van voornoemd decreet van 5 september 1994 worden opgeheven.

Art. 3. Artikel 14, § 2^{bis}, van voornoemd decreet van 5 september 1994 wordt als volgt vervangen :

« 2^{bis}. Enkel de studenten die voldoen aan § 1 en die houder zijn van een bijzonder getuigschrift hebben toegang tot de studies van de derde cyclus van de sector van de gezondheidswetenschappen waarvoor, krachtens de federale wetgeving, een beperking bestaat van het aantal kandidaten die toegang krijgen tot speciale beroepstitels.

Dit bijzonder getuigschrift wordt bij de toelatingsaanvraag uitgereikt door een interuniversitaire commissie die bestaat uit een gelijk aantal leden van de jury's van de verschillende universitaire instellingen die de betrokken academische graad van de derde cyclus uitreiken. Dit getuigschrift is slechts geldig voor de studies waarvoor de toelatingsaanvraag is ingediend en voor het academiejaar waarin het is uitgereikt.

Voor de uitreiking van deze getuigschriften moeten de Commissies de regels en voorwaarden naleven die in de federale wetgeving zijn bepaald met toepassing van de maatregelen voor de planning van het aanbod van de beroepen voor de gezondheidsverzorging, alsook de andere voorwaarden voor de toegang tot de vereiste stages om de bijzondere beroepstitels te kunnen bekomen. Iedere Commissie kiest de kandidaten op grond van een rangschikking welke voor de helft voortvloeit uit de academische resultaten van alle studiejaar van de tweede cyclus, voor een vierde uit de bijzondere resultaten van de lessen van de tweede cyclus die rechtstreeks verband houden met de academische graad van de derde cyclus zoals bedoeld en voor een vierde uit een evaluatie door de Commissie van de specifieke capaciteiten en motivaties van de student om de bijzondere beroepstitels te bekomen. De werkingsregels van iedere Commissie verduidelijken de wijzen van deze rangschikking.

De Regering bepaalt, op collegiaal advies van de rectoren van de betrokken instellingen, de werkingsregels van de interuniversitaire Commissies. »

Art. 4. Artikel 14^{bis} tot 14^{terdecies} van voornoemd decreet van 5 september 1994 worden opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Financiering van de universitaire instellingen en aanverwante bepalingen*

Art. 5. In artikel 27, § 7, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering van en het toezicht op de universitaire instellingen, worden het zesde en negende lid opgeheven.

Art. 6. Artikel 16, tweede lid, 2°, van voornoemd decreet van 5 september 1994, wordt als volgt vervangen :

« 2° wanneer deze student bedoeld wordt in artikel 27, § 4 of § 7, met uitzondering van 10°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering van en het toezicht op de universitaire instellingen; ».

HOOFDSTUK III. — *Uitreiking van de getuigschriften*

Art. 7. Er wordt in voornoemd decreet van 5 september 1994 een artikel *29bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *29bis*. Wanneer er, krachtens de federale wetgeving, een beperking bestaat van het aantal gediplomeerden van de tweede cyclus van de sector gezondheidswetenschappen welke rechtstreeks toegang verleent tot sommige beroepen, worden de getuigschriften uitgereikt, voor iedere academische graad van de betrokken tweede cyclus, door een interuniversitaire jury die bestaat uit een gelijk aantal leden van de jury's van de verschillende universitaire instellingen die deze academische graad uitreiken.

Voor de uitreiking van deze getuigschriften kiest de interuniversitaire jury de kandidaten op grond van een rangschikking welke voor drie vierden voortvloeit uit de academische resultaten van alle studiejaar van de tweede cyclus en voor een vierde uit een evaluatie door de jury van de specifieke capaciteiten en motivaties van de student om het beroep uit te oefenen. De werkingsregels van de jury verduidelijken de wijzen van deze rangschikking.

De Regering bepaalt de samenstelling en organisatie van deze interuniversitaire jury's. »

Art. 8. In voornoemd decreet van 5 september 1994 wordt een artikel *29ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *29ter*. Ieder jaar, vóór 31 december, overhandigt de interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap aan de minister van Hoger Onderwijs een verslag over de organisatie van de studies in de sector van de gezondheidswetenschappen.

Dit verslag worden met name de statistieken met betrekking tot de inschrijvingen en het slaagpercentage voor iedere studiejaar vermeld en becommentarieerd alsook deze met betrekking tot de aanvragen en getuigschriften uitgereikt krachtens artikel 14, § *2bis*, en *29bis*.

In dit verslag worden eveneens de resultaten opgenomen van de werkzaamheden van de planningscommissie van het medisch aanbod.

Dit verslag wordt voorgelegd aan het Parlement van de Franse Gemeenschap binnen de maand na de ontvangst door de Regering. »

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 9. Dit decreet wordt van kracht voor het academiejaar 2003-2004, met uitzondering van artikel 4 dat van kracht wordt vanaf het academiejaar 2002-2003.

Het eerste verslag zoals bedoeld in artikel *29ter* van het decreet van 5 september 1994 zoals gewijzigd door dit decreet wordt uiterlijk op 30 september 2003 voorgelegd aan het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Desgevallend kan de Regering de toepassing van dit decreet schorsen. Het schorsingsbesluit moet worden gevalideerd door het Parlement van de Franse Gemeenschap binnen de daaropvolgende maand. De Regering legt de maatregelen vast waarbij de belangen van de betrokken partijen tijdens de schorsingsduur van het decreet worden gevrijwaard.

Art. 10. Voor de jaren 2004 tot 2007 geven de interuniversitaire toelatingscommissies de bijzondere getuigschriften bij voorrang achtereenvolgens aan de houders van een gunstig adviesattest uitgereikt op het einde van de studies van de eerste cyclus in de gezondheidswetenschappen overeenkomstig de vroegere bepalingen van artikel *14sexies* van voornoemd decreet van 5 september 1994, nadien aan de studenten die zijn toegelaten tot de studies van de tweede cyclus krachtens de bepalingen van artikel *14septies* van hetzelfde decreet, nadien aan de andere kandidaten.

Voor de jaren 2004 tot 2006 geven de interuniversitaire toelatingscommissies de bijzondere getuigschriften bij voorrang achtereenvolgens aan de houders van een gunstig adviesattest uitgereikt op het einde van de studies van de eerste cyclus in de tandheelkunde overeenkomstig de vroegere bepalingen van artikel *14undecies* van voornoemd decreet van 5 september 1994 en aan de houders van een gunstig adviesattest uitgereikt op het einde van de studies van de eerste cyclus in de gezondheidswetenschappen overeenkomstig de vroegere bepalingen van artikel *14sexies* van hetzelfde decreet, nadien aan de andere kandidaten.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 27 februari 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « ONE »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 361-1. — Commissieamendementen, nr. 361-2. — Verslag, nr. 361-3. — Amendementen in de vergadering, nr. 361-4.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 18 februari 2003. — Aanneming. Vergadering van 19 februari 2003.